

Nathalie DROIN

Maître de conférences HDR en droit public à l'Université de Bourgogne
UFR Droit, Sciences économique et politique
Membre du CID (Centre Innovation et Droit)

Thématiques de recherche

Droit des libertés fondamentales –
Droit de la presse
Histoire des idées politique (Socialisme)
Décentralisation

PLAN DU CURRICULUM VITAE

- 1 – *Diplômes et carrière universitaire*
- 2 – *Fonctions universitaires et académiques*
 - 2.1. *À l'Université de Bourgogne*
 - 2.2. *À l'Université de Franche-Comté*
 - 2.3. *Dans d'autres établissements*
 - 2.4. *Sociétés savantes*
- 3 – *Enseignements*
 - 3.1. *À l'Université de Bourgogne*
 - 3.2. *À l'Université de Franche-Comté*
 - 3.3. *Dans d'autres établissements d'enseignement supérieur*
- 4 – *Recherche*
 - 4.1. *Liste des publications et interventions orales*
 - 4.2. *Organisation d'événements scientifiques et participation à des projets de recherches collectifs*
- 5 – *Encadrement doctoral*

1 – Diplômes et carrière universitaire

▪ Diplômes et distinctions

✓ Habilitation à diriger les recherches

La démocratie, valeurs et acteurs

Soutenue le 8 juillet 2015 à l'Université de Franche-Comté (Besançon)

Jury : Éric DESMONS, Professeur à l'Université de Paris-Nord 13, Président du jury ; Emmanuel DREYER, Professeur à l'Université de Paris 1 – École de droit de la Sorbonne, Rapporteur ; Xavier DUPRE DE BOULOIS, Professeur à l'Université de Paris 1 – École de droit de la Sorbonne ; Jean-Manuel LARRALDE, Professeur à l'Université de Caen Basse-Normandie, Rapporteur ; Frédéric SUDRE, Professeur à l'Université de Montpellier 1, Rapporteur.

✓ Doctorat en droit

Les limitations à la liberté d'expression dans la loi sur la presse du 29 juillet 1881. Disparition, permanence et résurgence du délit d'opinion

Soutenue le 4 décembre 2009 à l'Université de Bourgogne (Dijon)

Jury : Véronique CHAMPEIL-DESPLAT, Professeure à l'Université de Paris Ouest-Nanterre ; Patrick CHARLOT, Professeur à l'Université de Bourgogne, directeur de la thèse ; Éric DESMONS, Professeur à l'Université de Paris-Nord 13 ; Emmanuel DREYER, Professeur à l'Université de Paris-Sud 11, rapporteur ; Patrice ROLLAND, Professeur à l'Université de Paris 12-Val de Marne, rapporteur ; Gérald SIMON, professeur à l'Université de Bourgogne, Président du jury.

- Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité
- Prix de thèse de la Fondation Varenne, catégorie Droit des libertés fondamentales : thèse publiée aux éditions LGDJ, collection IUV, en 2010.
- Prix Henri Gazin : Premier prix de thèse de la Faculté de droit et de science politique de Dijon

✓ Master 2^{ème} année à finalité recherche

« Justice et droits de l'homme », spécialité « droits de la personne et protection de l'humanité » – Université de Bourgogne – Mention Très bien

✓ Master 1^{ère} année

Mention Droit international public – Université de Bordeaux-IV Montesquieu – Mention Assez Bien

✓ Licence de droit – Université de Bourgogne - Mention Bien

▪ **Carrière universitaire**

- bénéficiaire de la C3 (RIPEC) : octobre 2023
- titulaire de la PEDR (oct. 2019/ oct. 2023)
- sous-admissible au concours d'agrégation en droit public : 2012, 2014, 2018
 - ✓ Maître de conférences HDR en droit public, Université de Bourgogne (Dijon) (2015/...)
Hors classe : promotion CNU 2021
 - ✓ Maître de conférences en droit public, Université de Franche-Comté (Besançon) (2010/2015)
 - ✓ Qualification aux fonctions de Maître de conférences (2010)
 - ✓ Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Université de Bourgogne (Dijon) (2008/2010)
 - ✓ Allocataire-moniteur, Université de Bourgogne (Dijon) (2005/2008)

2 – Fonctions universitaires et académiques

- Assesseure de la section 02 du Conseil National des Universités et membre élue depuis novembre 2023.
- Membre suppléante nommée du Conseil National des Universités, section 02 (2017/2019 et 2019/2023)
Participation à la rédaction du rapport du groupe de travail de la section 02 sur l'évolution de carrière des MCF (Juillet 2021)

2.1. À l'Université de Bourgogne

- ✓ **Maître de conférences HDR depuis 2015**
 - **2024 - ...** : membre du CID (Centre Innovation et droit).
 - **2022/2024** : Co responsable de l'axe « Justice » du CREDESPO
 - **Depuis 2020** : Membre élue de la Commission de la recherche à l'Université de Bourgogne et à ce titre du Conseil académique.
 - **Depuis 2019** : Responsable pédagogique de la Licence AES 2^{ème} année à l'UFR DSEP de l'Université de Bourgogne
 - **Depuis 2018** : Membre élue du Conseil de l'UFR DSEP de l'Université de Bourgogne
 - **2015/2024** : Membre du CREDESPO

Activités administratives et autres :

- **2022 (Mai)** : participation au Comité de sélection pour l'attribution d'un poste de maître de conférences en section 02 (droit public) à l'UFR DSEP de l'Université de Bourgogne.

2.2. À l'Université de Franche-Comté

✓ **Maître de conférences de 2010 à 2015**

- **Jusqu'en 2015** : Co-responsable pédagogique du Master Action politique et politique publique à l'UFR SJEPG de l'Université de Franche-Comté
- **Jusqu'en 2015** : Co-responsable pédagogique de la Licence AES à l'UFR SJEPG
- **Jusqu'en 2015** : Membre du CRJFC

Activités administratives et autres :

- **2013 - 2014** : jury d'examen d'entrée au CRFPA (en charge de l'épreuve d'admissibilité de cas pratiques en droit administratif, Centre d'Études judiciaires, UFR SJEPG)
- **2012 (mai)** : participation au Comité de sélection pour l'attribution de deux postes de maître de conférences en section 04 (Science politique) à l'UFR SJEPG de l'Université de Franche-Comté
- **2011 (décembre)** : présidence de jury de baccalauréat (Nouvelle-Calédonie)
- **2011 - 2014** : participation à la commission de recrutement des ATER à l'UFR SJEPG de l'Université de Franche-Comté

2.3. Dans d'autres établissements

- **2017 (novembre)** : participation au Comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en section 02 à l'UFR d'économie et de gestion de l'Université d'Aix Marseille.

2.4. Sociétés savantes

- Membre de l'Association Française des Historiens des Idées Politiques (AFHIP)

3 – Enseignements

3.1. À l'Université de Bourgogne

- Droit de la presse (M2 Droit – CM et séminaires) (depuis 2020)
- Finances publiques (L2 Droit, AES, Économie - CM) (depuis 2015)
- Droit administratif (L2 AES – S2 - CM) (depuis 2018), (L2 Droit – S1 - CM) (depuis 2019)
- Institutions administratives (IPAG) (depuis 2022)
- Garanties constitutionnelles des droits fondamentaux (M1 Droit - CM et TD) (depuis 2018)
- Droits et libertés fondamentaux (IEJ) (depuis 2018)
- Préparation au concours B (L1 Droit - CM) (2015-2016)
- Droit constitutionnel de la 5^{ème} République (L1, Histoire - CM) (2016-2020)
- Droit administratif (L2 Droit - TD) (2008-2010) (2015-2016)
- Droit constitutionnel (L1 Droit - TD) (2005-2008)

3.2. À l'Université de Franche-Comté

- Libertés Publiques (prépa talent ENM, depuis 2023)
- Libertés publiques (L3 Droit - CM) (2014-2015)
- Introduction au droit administratif (L2 AES - CM) (2010-2015)
- Les actes de l'administration (L2 AES - CM) (2010-2015)
- Introduction à l'étude des systèmes politiques (L1 AES - CM) (2011-2015)
- Institutions politiques (L1 AES - CM) (2011-2015)
- Principe de légalité et protection du droit à la sûreté (Master 2 « Protection des droits fondamentaux » - CM) (2012-2015)
- Droit de l'environnement (Master 2 « Administration publique et contentieux » - CM) (2010-2011)
- Introduction à la Science politique (L1 AES et Droit - CM) (2010-2012)

3.3. Dans d'autres établissements d'enseignement supérieur

✓ Chargée d'enseignement à Sciencespo Paris Campus de Dijon

- Institutions politiques comparées (1^{ère} année, Conférences de méthode) (2022 - ...)
- Histoire juridique des États (2^{ème} année, Conférences de méthode) (2016-2018)

4 – Recherche

4.1. Liste des publications et interventions orales

✓ **Ouvrages**

1. *Décentralisation et République dans la pensée politique et juridique de la 3^{ème} République*, (dir.) en collaboration avec Ludovic de Thy, *Classique Garnier*, collection « Rencontres », à paraître 2024.
2. *Le Sénat sous la 5^{ème} République, un acteur « méprisé » ?* (dir.) en collaboration avec Aurore Granero, Ed. LGDJ, Institut francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques et essais », 2022, 309 p.
3. *Le traité de droit constitutionnel de Léon Duguit*, (dir.) en collaboration avec Delphine Espagno-Abadie et Patrick Charlot, Ed. LGDJ, Institut francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques et essais », 2020, 312 p.
4. *Le non-renvoi des QPC. Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, (dir.) en collaboration avec Aurélie Fautré-Robin, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et Essais », 2018, n°66, 310 p.
5. *La réécriture de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 : une nécessité ?* (dir.) en collaboration avec Walter Jean-Baptiste, LGDJ, coll. « Grands colloques », 2017, 180 p.
6. *Le droit administratif aux concours*, en collaboration avec Virginie Donier et Matthieu Houser, La Documentation française, 2015, 200 p.
7. *La transparence en politique*, (dir) en collaboration avec Elsa Forey, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2013, 379 p.
8. *Les limitations à la liberté d'expression dans la loi sur la presse du 29 juillet 1881. Disparition, permanence et résurgence du délit d'opinion*, collection « Fondation Varenne », LGDJ, 2010, 597 p.

✓ **Articles et notes de jurisprudence (Revue)**

9. « Négationnisme déguisé ou apologie implicite : la délicate frontière entre l'acte d'agression par le langage prohibé et l'opinion élogieuse à potentiel préjudiciable tolérée », *JCP G*, 2023, 1143.
10. « Libre propos sur les propos misogynes ordinaires dans les facultés de droit », *Revue des droits et libertés fondamentaux - RDLF*, 2022, chronique n°15.
11. « Un Conseil frileux, une décision inégale, une liberté chahutée », *Recueil Dalloz*, 2021, n°23, rubrique Notes, pp. 1274 et s.
12. « *Bagatelles pour un massacre* de Louis-Ferdinand Céline à l'épreuve du droit pénal français actuel », *Revue du droit public et de la science politique*, 2021/2, pp. 549 et s.
13. « Dix ans de QPC en droit pénal de l'expression et de la communication », en collaboration avec Thomas Besse, Lyn François, Baptiste Nicaud et Damien Roets, *Titre VII* [en ligne], octobre 2020, Hors-série.

Rapport définitif publié sur le site du Conseil constitutionnel : https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/2020-10/202010_qpc2020_synthese_limoges_expression.pdf

14. « La révision constitutionnelle maudite ou l'impossible réforme du statut du parquet. Tout vient à point à qui sait attendre ? », *JCP G*, 2020, 1154, pp. 1827 et s.
15. « Loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet : une censure attendue mais paradoxalement surprenante », *AJ pénal*, 2020, n°9, pp. 407 et s.
16. « Irrévérence et Satire versus Blasphème et Christianophobie : l'issue attendue de la pièce Golgotha Picnic devant le juge de la presse », in Polémique autour d'un blasphème. Regards croisés sur l'affaire Golgotha picnic, sous la dir. d'Anna Arzoumanov et de Mathilde Barraband, *Revue ConTEXTES*, 2020.
17. « Rap et débat d'intérêt général : quand le juge mêle utilement rigueur et bienveillance », *Légipresse*, n° 374, septembre 2019, pp. 475 et s
18. « Le blogueur et l'IPJ : l'injure tolérée, la liberté d'expression consacrée », *Lexbase édition Pénale*, n°13 du 21 février 2019.
19. « Le droit au respect de la vie privée des politiques à l'épreuve de la liberté d'expression et d'information : un équilibre introuvable ? », *Lexbase Hebdo édition privée*, n° 753 du 13 septembre 2018.
20. « L'appréhension des discours de haine par les juridictions françaises : entre travail d'orfèvre et numéro d'équilibriste », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 14 | 2018
21. « État des lieux de la répression des propos homophobes dans le cadre de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 : entre perfectibilité et incertitudes », *Lexbase édition Pénale*, juin 2018, (6), pp. 6 et s.
22. « L'outrage par la parole fait aux femmes : quel bilan, quelles perspectives ? » in dossier sur L'outrage, sous la dir. E. Dreyer, *Gaz. Pal.*, 30 avril 2018, n° 321z2, pp. 77 et s
23. « Offenses aux femmes et propos misogynes à l'épreuve de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2017, pp. 481et s.
24. « La frontière entre l'injure et l'opinion : Y-a-t-il une spécificité propre à la période électorale ? Note sous Cass. crim., 28 février 2017, n°15-86591 », *Actualité juridique Droit administratif*, 2017, n°20, pp. 1182 et s.
25. « La délicate résolution du conflit entre le droit à l'image et le droit à l'information : quand la rigueur est de mise ! Note sous Cass. civ. 1^{ère}, 29 mars 2017, n°15-28.813 », *Lexbase Hebdo- édition privée*, n°697 du 4 mai 2017, pp. 9 et s.
26. « Diffamation, débat d'intérêt général et bonne foi : la Cour de cassation persiste et signe ! » *La Semaine juridique, éd. Générale*, n°11, 13 mars 2017, n°278.
27. « Le juge et le rap », *Revue du droit public et de la science politique*, 2016/5, pp. 1377 et s.
28. « La répression des excès d'Internet », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 2016/1, pp. 77 et s.

29. « Conformité à la constitution de l'article 24 *bis* de la loi du 29 juillet 1881 : fin de partie ? », *Revue française de droit constitutionnel*, 2016/2, n°106, chron. « Jurisprudence du Conseil constitutionnel », pp. 501 et s.
30. « Le glas sonne-t-il pour la « loi Gayssot » ? (à propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 6 octobre 2015 n°15-84335) », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2015, chron. n°26 (www.revuedlf.com)
31. « Aux origines du socialisme municipal : César de Paepe et sa théorie des services publics », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 2015, n°42, pp. 167 et s.
32. « Diffamation et débat d'intérêt général : la bonne foi plie mais ne rompt pas », *Recueil Dalloz*, n°16, 30 avril 2015, rubrique chronique, pp. 931 et s.
33. « État des lieux de la répression du négationnisme en France et en droit comparé », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2014, n° 98, pp. 363 et s.
34. « L'avenir des lois mémorielles à la lumière de la décision du Conseil constitutionnel du 28 février 2012 relative à la loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi », *Revue française de droit constitutionnel*, 2013/3, n°95, pp. 589 et s.
35. « Le délit d'offense au président de la République : une occasion manquée. A propos de l'arrêt Éon contre France, Cour EDH, 14 mars 2013 », *Revue française de droit administratif*, mai-juin 2013, pp. 594 et s.
36. « L'exception de vérité des faits diffamatoires de plus de dix ans : chronique d'une disparition annoncée en France (Conseil constitutionnel (fr.), décision n°2011-131 QPC, Mme Térésa C. et autre, 20 mai 2011) », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2012, n°89, pp. 201 et s.
37. « Les mesures provisoires de la Cour européenne des droits de l'homme : un nouvel instrument au service du juge de l'urgence », *Actualité juridique Droit administratif*, Étude, 2010, pp. 2089 et s.
38. « Réflexions sur le concept de "garde", nouveau fondement de la responsabilité sans faute de l'État ? », *La Semaine Juridique*, éd. Générale, 2010, doct., 455, pp. 835 à 841.
39. « Retour sur la loi constitutionnelle de 1884 : contribution à une histoire de la limitation du pouvoir constituant dérivé », *Revue française de droit constitutionnel*, 2009, n°80, pp. 725 à 747.
40. « Delictul de contestare a crimelor împotriva umanității : un delict de opinie ? », *Revista de Drept Public*, 2007, pp. 45 à 61.

✓ **Contributions (actes de colloque et ouvrages collectifs)**

41. « Le Socialisme municipal et la décentralisation » in *Décentralisation et République dans la pensée juridique et politique de la Troisième République*, sous la co dir. de Ludovic de Thy et Nathalie Droin, Classique Garnier, collection « Rencontres », à paraître (2024).
42. « Déontologie et liberté d'expression des élus locaux », in *Réflexions sur la reconnaissance d'un statut des élus locaux*, sous la dir. de Virginie Donier et Florence Crouzatier-Durant, IFDJ, à paraître (2024).

43. « Le Street art dans l'espace public à l'épreuve de la liberté d'expression », co écrit avec Stacy Fournette, in *L'art dans les lieux publics : création, destruction - approches pluridisciplinaires*, dir Clément Benelbaz, Projet ANR LIBEX « Liberté de conscience, liberté d'expression et liberté de création : recherches interdisciplinaires en diachronie et synchronie » (ANR-21-CE27-0016-21), Presse universitaire de Chambéry, à paraître (2024)
44. « Liberté d'expression et respect des croyances : la situation française aujourd'hui », in *Sacrilège, Les religions, l'État et le sacré*, sous la dir. de Amable Sablon du Corail et Jacques de Saint Victor, Gallimard, 2024, pp. 164 et s..
45. « Censure et religion : le juge judiciaire garant de la liberté d'expression et de création artistique » in *La censure au cinéma*, sous la dir. de Claire Picod et Jacobo Rios, Mare et Martin, à paraître (2024).
46. « Le rap pamphlétaire à l'épreuve de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 », in *Les droits de l'art. Perspectives sur une recherche pluridisciplinaire*, sous la dir de Anna Arzoumanov, Mathilde Barraband, Geneviève Bernard Barbeau et Marty Laforest, Presses universitaires de Montréal et Presses universitaires de Rennes, Mars 2024, pp. 97 et s.
47. « Forces militaires et liberté d'expression sous la Troisième République : la surprotection d'une armée obéissante au nom de la garantie des Institutions républicaines », in *Les Forces armées, gardiennes des Institutions et des libertés*, sous la dir. de Oscar Ferreira et Fabrice Hoarau, Classiques Garnier, 2023, pp. 57 et s.
48. « Les principaux problèmes de l'antiracisme sous l'ère de la loi Pleven », in *Combattre le racisme. Études pour le Jubilé de la loi de 1972*, sous la dir. de Thomas Hochmann et Mathieu Soula, Presse Universitaire de Nanterre, 2023, pp. 71 et s.
49. « Le contrôle des contenus illicites : l'hébergeur et le fournisseur d'accès, quelles responsabilités, quelles obligations ? », in *Les infractions sexuelles à l'ère du numérique*, sous la dir. de Charlotte Dubois et Pauline Le Monier de Gouville, Mare et Martin, 2023, pp. 55 et s.
50. « Les discours de haine et la liberté d'expression dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », in *Les Discours de haine*, sous la dir. de Baptiste Nicaud, Mare et Martin, 2023, pp. 177 et s.
51. « Inégalité territoriales et financières dans la mise en œuvre des politiques climatiques : Examen à travers l'élaboration et la mise en œuvre des PCAET au niveau intercommunal », in *Inégalités financières et collectivités territoriales*, sous la dir. de Matthieu Houser, l'Harmattan, coll GRALE, 2023, pp. 61 et s.
52. « Blum et les lois scélérates : retour sur la brochure « Comment ont été faites les lois scélérates », in *Garantir les droits, protéger les libertés. Mélanges en hommage au professeur Patrice Rolland*, EUD, 2022, pp. 213 et s.
53. « Le Sénat, et l'échec des révisions constitutionnelles depuis 2012 : un coupable idéal ? », in *Le Sénat sous la 5^{ème} République, un acteur « méprisé » ?* sous la dir. de Nathalie Droin et Aurore Granero, Ed. LGDJ, Institut francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques et essais », 2022, pp. 227 et s.
54. « Les conventions citoyennes locales : un outil juridique local adapté pour faire face aux changements climatiques globaux ? », in *Droit et climat : Les mobilisations citoyennes locales du droit*

face aux changements climatiques globaux, sous la dir. de Nicolas Kada, Dalloz, coll. « thèmes et commentaires », 2022, pp. 147 et s.

55. « La liberté de la presse dans le Traité de droit constitutionnel de Léon Duguit », in *Le traité de droit constitutionnel de Léon Duguit*, (dir.) en collaboration avec Delphine Espagno-Abadie et Patrick Charlot, Ed. LGDJ, Institut francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, pp. 165 et s.
56. « Le combat parlementaire de Jaurès contre la loi sur les menées anarchistes du 28 juillet 1894 », in *Jaurès et le(s) droit (s)*, sous la dir. de Clothilde Combes, Delphine Espagno-Abadie, Julia Schmitz et Mathieu Touzeil-Divina, Ed. Epitogue, 2020, p. 21 et s.
57. « Les droits de l'opposition dans les Assemblées régionales : insuffisants et perfectibles... », in *La France des 13 Régions : une réforme aboutie*, sous la dir. d'Aurore Granero, L'Harmattan, Grate, 2020, pp. 153 et s.
58. « Royer-Collard contre Thiers : Querelle parlementaire au sujet de l'une des trois lois dites scélérates du 8 septembre 1835 », in *Justice, justices, Étude en hommage à Jean-Jacques Clère*, Eud, 2019, pp. 321 et s.
59. « Neutralité religieuse des magistrats et droit de la presse », in *L'application du principe de laïcité à la justice*, rapport final de recherche sous la dir. de Elsa Forey et Yan Laidié, pour la Mission de recherche droit et justice, 2019, pp. 138 et s.
60. « L'article 24 bis de la loi sur la presse sanctionnant le discours négationniste : toujours discuté, toujours discutable ? », in *L'extension du délit de négationnisme* sous la dir. de Thomas Hochmann et Patrick Kasparian, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, coll. « Transition et justice », 2019, pp. 59 et s.
61. « L'expression des politiques : une marge de manœuvre confortable, des bornes étroites... », in *La Politique et le droit pénal*, sous la dir. de Evan Raschel, Lexbase édition Pénale, n°11 du 20 décembre 2018.
62. « Le non renvoi des QPC et la loi sur la presse du 29 juillet 1881 », in *Le non renvoi des QPC. Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'État*, sous la dir. de Nathalie Droin et Aurélia Fautré-Robin, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et Essais », 2018, n°66, pp. 151 et s.
63. « Propos introductifs », in *La réécriture de la loi sur la presse, une nécessité ?* sous la dir. de Nathalie Droin et Walter Jean-Baptiste, LGDJ, coll. « Grands colloques », 2017, pp. 7 et s.
64. « La poursuite des offenses au chef de l'État dans le cadre créé par l'abrogation de l'article 26 de la loi sur la presse », in *La réécriture de la loi sur la presse, une nécessité ?* sous la dir. de Nathalie Droin et Walter Jean-Baptiste, LGDJ, coll. « Grands colloques », 2017, pp. 125 et s.
65. « La notion de discrimination dans le contentieux de presse », in *Le principe de non-discrimination : l'analyse des discours*, rapport final rendu par le CREDESPO (Université de Bourgogne) pour la mission GIP Justice, 2016, pp. 279 et s.
66. « Benoit Malon et la rénovation familiale », in *Pensée politique et Famille*, Actes du colloque de Dijon, vol. XXIV, PUAM, 2016, pp. 427 et s.

67. « Les lois scélérates et la répression des anarchistes : l'exemple du procès Monot, Quesnel et Gaillard », *in, La Troisième République : ordre politique, ordre moral, ordre social ?* sous la dir. de Patrick Charlot, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et Essais », 2014, pp. 221 et s.
68. « Transparence et pouvoirs du juge d'instruction dans les affaires politico-financières », *in, La transparence en politique*, sous la dir. de Nathalie Droin et Elsa Forey, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et Essais », 2013, pp. 257 et s.
69. « La dépénalisation de l'injure et de la diffamation : quel juge pour les victimes des propos ? », *in, L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, sous la dir. de Virginie Donier et Béatrice Lapérou-Schneider, Bruylant, 2013, pp. 189 et s.
70. « Léo Hamon, parcours d'un gaulliste de gauche après le départ du Général de Gaulle », *in, L'œuvre de Léo Hamon, thèmes et figures*, sous la dir. de Patrick Charlot, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2012, pp. 223 et s.
71. « Lucien-Anatole Prévost-Paradol, un "des pères spirituels" des lois constitutionnelles de 1875 ? », en collaboration avec P. Charlot, *in, Écrire la constitution, PUAM*, 2011, pp. 271 et s.

✓ Encyclopédie

1. « Le droit du web participatif », *Juriclassiseur communication, Fasc. 610*, 2023.

✓ Billets

1. « Affaire Mila : liberté de conscience versus blasphème », *Blog Le club des juristes*, février 2020.
2. « Libre propos sur la lutte contre les discours de haine sur Internet : un arsenal juridique inadapté ? », *Blog Droit et Société*, avril 2019.

✓ Contributions en cours :

1. « Le citoyen, objet et acteur de la solidarité territoriale », dans le cadre du colloque organisé à l'Université de Bourgogne les 19 et 20 septembre 2024, intitulé *Variations actuelle autour de la solidarité territoriale*, par Aurore Granero.

✓ Conférences/ateliers/discussions (sans actes)

1. « Quels fondements juridiques pour appréhender les discours de haine ? », atelier en collaboration avec Anna Arzoumanov, dans le cadre de la 10^{ème} École d'été en linguistique légale, organisé par le projet ANR Libex, du 29 mai au 31 mai 2024, à l'Université de Chambéry.
2. « Les actes de langage / infractions liés à la liberté d'expression et de création », atelier en collaboration avec Anna Arzoumanov, dans le cadre de la 9^{ème} École d'été en linguistique légale, organisé par le projet ANR Libex, du 30 août au 1 septembre 2023, à l'Université de Québec Trois Rivières.

3. « Déontologie et usage des réseaux sociaux par les élus locaux », dans le cadre des *Universités d'été de la décentralisation - 2ème édition*, organisées par le Gis-Grate, les 28 et 29 juin 2023, à l'Université de Nice Côte d'Azur et l'Université de Toulon.
4. Discutante lors de la journée d'étude de la chaire collective franco-qubécoise sur la liberté d'expression *Les Mots interdits et tabous*, organisée le 30 mai 2023, à l'Université de Nanterre.
5. « Les usages de la voix dans la danse contemporaine militante », dans le cadre de la Journée d'étude *Les Voix du Corps : Politique et poétique du corps en mouvement # 6*, organisé le 3 avril 2023, à l'Université de Poitiers.
6. « L'appréhension des propos discriminatoires par le juge de la presse », conférence donnée dans le cadre du séminaire *Usages sociaux du langage verbal*, organisé par LERASS (Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales), le 10 mars 2023, à l'Université de Toulouse-Jaurès.
7. « Les actes de langage / infractions liés à la liberté et de création : l'exemple du rap », atelier en collaboration avec Anna Arzoumanov et Dominique Lagorgette, dans le cadre de la 8^{ème} *École d'été en linguistique légale*, organisé par le projet ANR Libex, du 31 mai au 3 juin 2022, à l'Université de Chambéry.
8. « Rap in French legal proceedings : a linguistics and law perspective », en collaboration avec Anna Arzoumanov au séminaire de l'Aston Institute for Forensic Linguistics, Aston University, Birmingham, Angleterre, 10 février 2022
9. « Free speech in the Art in France : promoting dialogue between law and linguistics », en collaboration avec Anna Arzoumanov pour le 5e colloque de l'ILLA (International Language and Law Association), Université d'Alicante du 7 au 9 septembre 2021.
10. « État des lieux de la répression du négationnisme en Europe », in *La répression du négationnisme en Belgique : bilan d'étape*, organisé par le Collectif belge pour la prévention des crimes de génocide et contre les négationnismes, le 9 décembre 2019 au Parlement belge, Bruxelles.
11. « Le juge et le rap », intervention dans le cadre du séminaire jurilinguistique « Droit et analyse du discours : regards croisés sur un corpus commun », organisé par Anna Arzoumanov, Université Paris-Sorbonne, 15 mai 2019.
12. « L'exécutif dans la Constitution », intervention dans le cadre de la conférence citoyenne sur *Le présidentielisme à la française*, organisée par Aurore Granero, Maître de conférences en droit public, à l'Université de Bourgogne, site du Creusot, le 21 janvier 2019.
13. « Le traitement juridique des propos homophobes » dans le cadre d'une demi-journée d'étude sur *L'injure homophobe : perspective croisée*, organisée par Gwénaële Calves et Daniel Sabbagh le 25 janvier 2018 (CERI - Science po Paris).
14. « Le parrainage des candidats à l'élection présidentielle »
 - Intervention dans le cadre de la conférence citoyenne sur *L'élection présidentielle*, organisée par Aurore Granero, Maître de conférences en droit public, à l'Université de Bourgogne, site Chabot-Charny, le 4 avril 2017.

- Intervention dans le cadre de la conférence-débat du Master Vie politique et action publique, *Les élections présidentielles : retour sur une réforme de 50 ans*, organisé à l'Université de Franche Comté, le 19 avril 2012.

15. Intervention portant sur le délit de négationnisme prévu par l'article 24 *bis* de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 dans le cadre d'une Mission Socrates à l'Université de Craiova (Roumanie), le 22 octobre 2006.

✓ **Communications lors de colloques (avec ou sans acte) :**

1. « Le Socialisme municipal et la décentralisation » in *Décentralisation et République dans la pensée juridique et politique de la Troisième République*, co organisé avec Ludovic de Thy, à l'Université de Corse, les 13 et 14 juin 2024.
2. « L'excuse de la contribution à un débat d'intérêt général », dans le cadre de la journée d'étude organisée à la faculté de droit de Nancy le 7 juin 2024, intitulée *Vérité établie et diversité des opinions - La conciliation de deux nécessités démocratiques*.
3. « L'incidence de la liberté de création artistique lors de la détermination de la culpabilité », in *Les espace de confrontation entre la liberté d'expression et la responsabilité pénale, Perspectives comparatives en droit canadien, français et européen*, organisé par Pierre Rainville, dans le cadre de la chaire COLIBEX, le 23 février 2024, à l'Université de Laval.
4. « Le droit à l'erreur en droit de la presse » in *Droit à l'erreur ; approche de droit interne*, journée d'étude de l'axe 3 Justice, CREDESPO, co organisé avec Nicolas Gerbay, Université de Bourgogne, 17 novembre 2023.
5. « Le Street art dans l'espace public à l'épreuve de la liberté d'expression », dans le cadre de la journée d'études *L'art dans les lieux publics : création, destruction - approches pluridisciplinaires*, organisée dans le cadre du Projet ANR LIBEX « Liberté de conscience, liberté d'expression et liberté de création : recherches interdisciplinaires en diachronie et synchronie » (ANR-21-CE27-0016-21), les 25 et 26 mai 2023, à l'Université de Chambéry.
6. « Forces militaires et liberté d'expression sous la Troisième République : la surprotection d'une armée obéissante au nom de la garantie des Institutions républicaines », dans le cadre du colloque *Les Forces armées, gardiennes des Institutions et des libertés*, organisé par Oscar Ferreira et Fabrice Hoarau, les 25 et 26 novembre 2022, à l'Université de Bourgogne.
7. « Les principaux problèmes de l'antiracisme sous l'ère de la loi Pleven », dans le cadre de la journée d'étude *Cinquante ans de lutte contre le racisme, 1er juillet 1972 – 1er juillet 2022*, organisée par Thomas Hochmann et Mathieu Soula, le 1^{er} juillet 2022, à l'Université de Nanterre.
8. « L'appréhension des discours de haine par le juge pénal français à travers l'analyse du contentieux propre au délit de provocation à la haine à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes déterminés à raison de motifs discriminatoires », dans le cadre du colloque *Discours de haine. Approches plurielles, débats, enjeux et controverses*, organisé par le CERLIS, du 18 au 20 mai 2022, à l'Université Paris Cité.

9. « Les discours de haine et la liberté d'expression dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », dans le cadre du colloque sur *Les Discours de haine*, organisé par Baptiste Nicaud, les 16 et 17 février 2022, à l'Université de Limoges.
10. « Inégalité territoriales et financières dans la mise en œuvre des politiques climatiques : Examen à travers l'élaboration et la mise en œuvre des PCAET au niveau intercommunal », dans le cadre du colloque, *Inégalités financières et collectivités territoriales*, organisé par Matthieu Houser, le 25 novembre 2021, à l'Université de Franche-Comté (Besançon).
11. « Hébergeurs et fournisseurs d'accès à internet : quelles obligations et quelle responsabilité face aux contenus illicites », dans le cadre du colloque, *Les infractions sexuelles à l'ère du numérique*, organisé par Charlotte Dubois et Pauline Le Monier de Gouville, le 9 novembre 2021, à l'Université Panthéon Assas (Centre Panthéon).
12. « Le Sénat, et l'échec des révisions constitutionnelles depuis 2012 : un coupable idéal », dans le cadre du colloque, *Le Sénat, acteur « méprisé » de la 5^{ème} République*, coorganisé avec Aurore Granero, les 21 et 22 octobre 2021, au Palais du Luxembourg (Paris).
13. « Censure et Religion : le Juge judiciaire, gardien de la liberté d'expression artistique », dans le cadre du colloque sur *La censure au cinéma*, organisé par Claire Picod et Jacobo Rios, le 16 octobre 2020, à l'Université Via Domitia Perpignan.
14. « La liberté de la presse dans le Traité de droit constitutionnel de Léon Duguit », dans le cadre du colloque sur *Le traité de droit constitutionnel de Léon Duguit*, coorganisé avec Delphine Espagno-Abadie et Patrick Charlot, les 7 et 8 novembre 2019 à l'Université de Bourgogne.
15. « Jaurès et la lutte contre les lois scélérates de 1893-1894 », dans le cadre du colloque *Jaurès et le(s) droit (s)*, organisé par le CLUD sous la direction scientifique de Clothilde Combes, Delphine Espagno-Abadie, Julia Schmitz et Mathieu Touzeil-Divina, le 3 septembre 2019 à Toulouse.
16. « Les droits de l'opposition régionale », dans le cadre du colloque *La France des 13 Régions : une réforme aboutie*, organisé par Aurore Granero, les 4 et 5 avril 2019, à l'Université de Bourgogne.
17. « La liberté d'expression des politiques », dans le cadre du 2^{ème} Congrès des jeunes pénalistes, *La Politique et le droit pénal*, organisé par Evan Raschel et en partenariat avec les jeunes pénalistes de l'AFDP, le 28 septembre 2018 à l'Université de Clermont-Auvergne.
18. « Le non renvoi des QPC et la loi sur la presse du 29 juillet 1881 », dans le cadre du colloque *Le non renvoi des QPC. Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'État*, coorganisé avec Aurélia Fautré-Robin, les 26 et 27 octobre 2017 à l'Université de Clermont-Auvergne.
19. « L'article 24 bis de la loi sur la presse sanctionnant le discours négationniste : toujours discuté, toujours discutable ? », dans le cadre du colloque *Faut-il incriminer d'autres négationnismes que celui de la Shoah*, organisé par Thomas Hochmann et Patrick Kasparian, le 18 mai 2017 à l'Université de Reims Champagne-Ardenne (Centre universitaire de Troyes).
20. « La poursuite des offenses au chef de l'État dans le cadre créé par l'abrogation de l'article 26 de la loi sur la presse », dans le cadre du colloque *La réécriture de la loi sur la presse, une nécessité ?* coorganisé avec Walter Jean-Baptiste, les 3 et 4 novembre 2016 à l'Université de Bourgogne.

21. « Offenses aux femmes et propos misogynes à l'épreuve de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 », dans le cadre du colloque *La liberté d'expression et le droit des femmes au XXI^e siècle*, organisé par l'Ordre des avocats au Barreau de Rouen et la Faculté de Droit, Sciences Économiques et de Gestion, sous la dir. scientifique de Vincent Tchen, le 29 septembre 2016 à l'Université de Rouen.
22. « Benoit Malon et la rénovation familiale », dans le cadre du colloque international *Pensée politique et Famille*, organisé par l'AFHIP, les 21 et 22 mai 2015 à l'Université de Bourgogne.
23. « Les lois scélérates et la répression des anarchistes : l'exemple du procès Monot, Quesnel et Gaillard », dans le cadre du colloque *La Troisième République : ordre politique, ordre moral, ordre social ?* sous la dir. de Patrick Charlot, les 12 et 13 décembre 2013, à l'Université de Bourgogne.
24. « Transparence et pouvoirs du juge d'instruction dans les affaires politico-financières », dans le cadre du colloque *La transparence en politique*, coorganisé avec Elsa Forey, les 21 et 22 octobre 2012, à l'Université de Franche-Comté.
25. « Léo Hamon, parcours d'un gaulliste de gauche après le départ du Général de Gaulle », dans le cadre du colloque, *L'œuvre de Léo Hamon*, organisé par Patrick Charlot, les 26 et 27 mai 2011, à l'Université de Bourgogne.
26. « Lucien-Anatole Prévost-Paradol, un "des pères spirituels" des lois constitutionnelles de 1875 ? », dans le cadre de la IV^{ème} Table Ronde RELHIIP, Réseau de laboratoires d'histoire des idées et des institutions politiques, *Écrire la constitution*, les 5 et 6 juin 2010, Bastia.

4.2. Organisation d'événements scientifiques et participation à des projets de recherche collectifs

1. Collaborateur du projet de recherche *Les écrivains et les droits du réel* (1896-1934), porté par Mélodie Simard-Houde, Professeure de littérature, Université du Québec à Trois-Rivières (2024-2026).
2. Participation au projet de recherche sur *Les mutations de la protection de la liberté d'expression dans l'Union européenne*, sous la direction scientifique de Christophe Maubenard, Sébastien Platon et Romain Tinière (2024)
3. Collaborateur du volet québécois de la Chaire collective France-Québec sur *Les enjeux contemporains de la liberté d'expression* (2023-2027).
4. Responsable scientifique du pôle « Droit de la presse » dans le cadre de l'ANR *Liberté de conscience, liberté d'expression et liberté de création : recherches interdisciplinaires en diachronie et synchronie (LIBEX)*, 2022-2026.
5. Codirection du projet *Sojur* (Socialisme juridique) (2021-2024)
6. Codirection du colloque sur *Le Blasphème en procès : de l'arène publique au prétoire*, avec Anna Arzoumanov, qui aura lieu les 14 et 15 novembre 2024, à l'Université de Bourgogne avec le partenariat de la Chaire COLIBEX.

7. Codirection du colloque sur *Décentralisation et République dans la pensée juridique et politique de la troisième République*, avec Ludovic de Thy, qui aura lieu les 13 et 14 juin 2024, à l'Université de Corte.
8. Codirection de la journée d'étude sur *Le droit à l'erreur : approches de droit interne*, avec Nicolas Gerbay, dans le cadre des Journées d'étude de l'axe Justice du CREDESPO, organisé le 17 novembre 2023, à l'Université de Bourgogne.
9. Codirection du colloque sur *Le Sénat, acteur « méprisé » de la 5^{ème} République*, avec Aurore Granero, organisé les 21 et 22 octobre 2021, au Palais du Luxembourg.
10. Participation au projet de recherche mené par Damien Roets et Lyn François *Dix ans de QPC en droit de la presse*, (Université de Limoges, Observatoire des mutations institutionnelles et juridiques), dans le cadre de l'appel à projet « QPC 2020 », (2018-2020).
11. Codirection du colloque sur *Le traité de droit constitutionnel de Léon Duguit*, avec Delphine Espagno-Abadie et Patrick Charlot, 7 et 8 novembre 2019 à l'Université de Bourgogne.
12. Participation au projet de recherche sur *L'application du principe de laïcité à la justice*, mené par Elsa Forey et Yan Laidié, projet soutenu par la Mission de recherche Droit et Justice (2017-2018).
13. Codirection d'un colloque sur *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité, identité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'État*, avec Aurélia Fautré-Robin, organisé les 26 et 27 octobre 2017 à l'Université Clermont-Auvergne, avec le partenariat de l'École nationale de la Magistrature.
14. Codirection d'un colloque sur *La réécriture de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 : une nécessité ?* avec Walter Jean-Baptiste, organisé les 3 et 4 novembre 2016 à Dijon (Université de Bourgogne Franche-Comté), avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice.
15. Participation au projet de recherche sur le *Principe de non-discrimination : l'analyse des discours*, coordonné par Yan Laidié, Virginie Donier et Philippe Icard, projet soutenu par la Mission de recherche Droit et Justice et le Défenseur des Droits (2014-2016).
16. Codirection d'un colloque sur *La transparence en politique* avec Elsa Forey, organisé les 21 et 22 novembre 2012 à Besançon (Université de Franche-Comté).
17. Participation au projet de recherche sur *L'accès au juge*, mené par Virginie Donier et Béatrice Laperou, projet soutenu par la Mission de recherche Droit et Justice, Université de Franche-Comté (2010-2013).

6 – Encadrement doctoral

✓ Co-encadrements de thèse

- Marie-Suzel Tabard, *Guerre et droit constitutionnel : statique et dynamiques du Droit constitutionnel par le prisme du fait guerrier*, doctorante contractuelle/ATER, (thèse soutenue le 7 octobre 2022) (50%)

- Mathilde Grandjean, *La protection des libertés de l'esprit par le juge ordinaire*, doctorante contractuelle, (thèse soutenue le 7 octobre 2023) (50%)

- Stacy Fournette, *Art de la rue et art de rue à l'épreuve de la liberté d'expression*, doctorante contractuelle, (débutée en septembre 2022), (50%) co directrice : Anna Arzoumanov, Maitresse de conférences en Linguistique et Littérature française.

- Jacques Rachet, *Les socialistes parlementaires et la question constitutionnelle sous la 3^{ème} République*, doctorant contractuel, (Thèse débutée en septembre 2014 – abandon : septembre 2017)

✓ Participations à des jurys de thèse

- Slimane Taguercifi, *Le droit à l'objection de conscience des avocats*, thèse soutenue le 9 octobre 2020, directeur de thèse Thomas Hochmann (Université de Reims), - rapporteur.
- Elie Stella, *L'adaptation du droit pénal aux réseaux sociaux en ligne*, thèse soutenue le 12 décembre 2019, directeurs de thèse Frédéric Stasiak et Jean-Baptiste Thierry (Université de Nancy) - suffragant
- Issouf Yago, *Le système des partis politiques au Mali de 1960 à nos jours*, thèse soutenue et présentée le 12 avril 2019, directeur de thèse Éric Desmons (Université Paris 13 Villetaneuse) - rapporteur
- Thomas Besse, *La pénalisation de l'expression publique*, thèse soutenue et présentée le 22 juin 2018, directeur de thèse Damien Roets (Université de Limoges) (qualifié par le CNU, section 01, 2019 / MCF à l'Université de Caen) - suffragant
- Lesly Depellegrin, *La réinsertion des personnes placées sous-main de Justice : vers un nouveau système progressif du parcours d'exécution de la peine*, thèse soutenue et présentée le 22 février 2017, directrice de thèse Michèle Dion (Université de Bourgogne Franche-Comté) – suffragant

✓ Expertises

Réalisation d'expertises pour les Revues :

- *Cahiers Mémoire et Politique* (revue scientifique numérique édité en Belgique).
- *Les Annales de droit*

Évaluation de thèse pour le Prix de thèse 2022 décerné par le Gis l'Institut du genre :

Des paroles blessantes. Genre, identités sociales et violence verbale dans l'Italie communale (Bologne, 1334-1402)